

# Un problème d'actualité

Autor(en): **A.T.S.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **26 (1980)**

Heft 2

PDF erstellt am: **19.03.2021**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-848576>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



**Interview  
de l'ambassadeur Claude Caillat  
5 ans d'activité auprès de la C.E.E.**

L'accord de libre échange conclu en 1972 entre la Suisse et la communauté économique européenne (CEE) s'est avéré concluant pour les deux parties et pourrait encore gagner en importance vu la situation critique de l'économie internationale. Telle est l'estimation de l'ambassadeur Claude Caillat, chef de la mission suisse auprès de la CEE à Bruxelles, faisant le bilan de cinq ans d'activité dans la capitale belge au cours d'une interview accordée à l'A.T.S. Et vu le durcissement de la situation internationale qui nécessite des entreprises toujours plus concurrentielles, cet accord est amené à jouer un rôle capital. Selon l'ambassadeur, il pourrait contribuer à une meilleure répartition du travail au sein de l'Europe.

L'étroitesse des liens unissant la Suisse et les neuf pays de la Communauté apparaît à travers les chiffres : depuis juillet 1977, date à laquelle les barrières douanières ont été pratiquement abolies entre la CEE et l'AELE, un marché commun a vu le jour, comptant 300 millions d'habitants de 16 pays différents. La Suisse, rappelle

l'ambassadeur Caillat, importe le 50% de ses besoins de la CEE et le 70% de ses exportations est absorbé par les pays de la communauté.

Le chef de notre mission auprès de la CEE décrit comme particulièrement positif l'élargissement de la collaboration Suisse-CEE à des domaines que ne prévoyait pas à l'origine l'accord de libre échange et, qui s'est produit pendant la durée des activités à Bruxelles. Il a mentionné notamment la participation de la Suisse au projet de recherche de pointe « JET » (Joint European Torus) qui devrait, grâce à la fusion thermonucléaire permettre l'exploitation sans danger de l'énergie nucléaire et aux projets de recherches économiques et techniques, principalement dans le domaine de la protection de l'environnement et dans celui des télécommunications.

Par ailleurs, l'accord sur l'assurance-sinistre directe, à l'exclusion de l'assurance-vie a enfin été signé. Cet accord permet dorénavant aux assureurs suisses de s'établir dans les pays de la CEE et inversement. La Suisse a également signé il y a quelques mois un traité qui inclut notre pays à l'« Euronet », Réseau Européen de Transmission des données.

L'ambassadeur Caillat regrette d'un autre côté la lenteur de la mise en application d'une simplification de la réglementation de la CEE par laquelle sont fixées les conditions exemptant des droits de douane, un produit en provenance de l'AELE. Cette réglementation s'est à maintes reprises révélée comme un frein à l'exportation. Le diplomate a toutefois précisé que la commission de la CEE travaille à l'amélioration de ce système.

Notre chef de mission ne considère pas comme inconciliables les intérêts de deux signataires de l'accord dans la perspective d'une réglementation suisse plus sévère concernant les gaz d'échappement, le bruit des moteurs ou d'une introduction dans notre pays d'une taxe sur les poids qui pourraient nuire aux exportateurs de véhicules automobiles dans notre pays. Les problèmes éventuels pourront être réglés entre experts et à un niveau politique élevé.

(A.T.S.)

M. Claude Caillat vient d'être nommé ambassadeur de Suisse en Grande-Bretagne. Toutes nos félicitations.

Réd.

## UN PROBLÈME D'ACTUALITÉ

### **Droit de cité des enfants Commission pour une révision de la Constitution**

La Commission du Conseil national chargée d'examiner les initiatives parlementaires relatives au droit de cité a décidé de proposer à la Chambre une révision de la Constitution afin de rendre possible une législation sur l'octroi de la nationalité suisse pour les enfants nés de mère suisse, et ceux nés de père suisse.

L'actuelle disposition ne prévoit l'octroi de la nationalité suisse aux enfants nés d'un père étranger et d'une mère suisse qu'à la condition que celle-ci soit d'origine suisse « par filiation », et que les parents soient domiciliés en Suisse au moment de la naissance de l'enfant. Si la mère n'est pas suisse par filiation, mais par naturalisation par exemple, l'enfant n'acquiert pas la nationalité suisse.

La Commission entend rendre possible une suppression de cette discrimination et souhaite qu'une loi règle cette question du droit de cité d'un enfant dont l'un des parents n'est pas suisse.

Elle a donc préparé un projet d'article dont la teneur est la suivante :

« L'enfant né de parents suisses est citoyen suisse dès sa naissance. Lorsqu'un seul des parents est suisse, la législation fédérale fixe les conditions auxquelles l'enfant acquiert la nationalité de ce parent ».

La Commission qui siégeait à Berne sous la présidence du conseiller national Paul Zbinden, de Tavel (Fr.), a entendu MM. Etienne Grisel, professeur à Lausanne, Blaise Knapp, professeur à Genève, et Otto K. Kaufmann, juge au tribunal fédéral, qui ont présenté des exposés sur la nécessité d'une

révision de la Constitution. Elle a en outre étudié un mémoire du professeur Joerg Aueller, Berne.

Au terme d'une discussion approfondie, la Commission a estimé — à la différence de la majorité des experts — qu'il est nécessaire de modifier la Constitution. Elle a alors mis au point sa version de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution. Lors d'une prochaine séance, elle examinera le projet de rapport au plenum, qui devra aussi être communiqué au Conseil fédéral pour avis.

Les initiatives parlementaires dont s'occupe la Commission émanent de M. Alfred Weber, (Rad/Ur) — Constitution fédérale nationale suisse —, de M. Gian Mario Paganini (Pdc/Ti) — naturalisation indépendante de la femme mariée — et de Mme Amelia Christinat (Soc/Ge) — nationalité des enfants de mère suisse et de père étranger.

(A.T.S.)